

Michel Bauwens : « L'hégémonie du libéralisme a été cassée par le numérique »

PAR JADE LINDGAARD

ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 18 OCTOBRE 2014

Monnaie alternative, coopérative ouverte, système d'entraide pair à pair, constitution des communs : bienvenue dans l'univers révolutionnaire et collaboratif de Michel Bauwens, penseur activiste du *peer-to-peer*, cette économie de « pair à pair » du savoir partagé et des échanges non marchands, née dans le monde du numérique.

On le présente parfois comme le « *Jeremy Rifkin de gauche* ». Michel Bauwens, 56 ans, est l'un des plus influents théoriciens du pair à pair, cette économie du savoir partagé et des échanges non marchands née dans le monde du numérique. Avec la **Fondation Peer To Peer**, qu'il a créée, il s'attaque à un nouveau chantier intellectuel et politique : concevoir un modèle de transition vers une société des communs, où l'activité serait collaborative, en partie non marchande, plus écologique et plus heureuse. C'est le projet **FLOK Society** (« *free, libre, open knowledge* »), d'abord développé avec le soutien de l'Équateur.



Michel Bauwens (CIC)

Qu'un gouvernement finance la recherche de penseurs de la démocratie directe tout en réprimant la liberté d'expression et les mouvements d'Indiens opposés à sa politique extractiviste sur son territoire est d'une ironie glaçante. La question de savoir quel pouvoir, quel régime politique pourrait accueillir une véritable expérience sociale de transition reste entièrement posée. Cela n'empêche pas que prospèrent des alternatives au système marchand, trop souvent déconnectées les unes des autres.

L'immense mérite du projet du FLOK (à venir sur commontransition.net), et de la réflexion de Michel Bauwens, est de tenter de les penser en lien les unes avec les autres pour élaborer un système alternatif à l'hégémonie néolibérale. Entretien avec un penseur activiste.

Mediapart. Comment définissez-vous l'économie des communs ?

Michel Bauwens. Le monde du travail est en déclin. L'État social est en déclin car il n'a plus de forces sociales pour le soutenir. C'est la fin du salariat. En 2020, un travailleur sur quatre en Europe et un sur trois aux États-Unis sera en dehors du salariat, d'après une estimation. Il existe des différences, bien sûr, entre la Grande-Bretagne, la France et les Pays-Bas, mais c'est une tendance structurelle. Il y a une déprolétarianisation. On passe d'une division du travail à une distribution des tâches. Aujourd'hui ce que permettent les nouvelles technologies en réseaux, ce n'est pas de mettre une personne devant un poste de travail, mais de créer un système social transparent qui montre quelles sont les tâches à faire, qui permette à un individu de savoir quelles sont les tâches très pointues qu'il y a à accomplir, et de voir si cela correspond à ses capacités. Il n'y a plus de jobs, au sens d'une personne qui sait à l'avance ce qu'elle va faire et qui reçoit des ordres hiérarchiques. Ce système n'est plus basé sur le travail mais sur des contributions. Ces contributions ne créent plus de marchandises mais des communs. C'est fondamentalement différent : c'est Linux ou Wikipédia. Les entreprises hiérarchiques ne savent pas faire du commun. Ainsi, IBM a dû abandonner sa façon d'opérer avec ses développeurs pour adopter la méthode Linux.

Dans ce contexte, une nouvelle classe, un nouveau sujet est en train de naître : la jeunesse précaire, la classe de la connaissance qui produit le design, les codes, développe les logiciels et les sites internet... Ils sont au cœur du capitalisme cognitif aujourd'hui, et en pleine croissance démographique. À Malmö en Suède, plus de la moitié de la population est engagée dans la production entre pairs, liée d'une façon ou d'une autre à la création de communs, selon une étude.

C'est énorme. Dans son livre, *Aftermath*, le théoricien des réseaux Manuel Castells parle de la réaction populaire en Catalogne face à la crise : les trois quarts des Barcelonais ont prêté de l'argent à des gens qu'ils ne connaissaient pas. Toutes ces infrastructures d'entraides sont beaucoup plus présentes qu'on le croit, et pas uniquement au sein des familles. C'est coopératif, communautaire, citoyen.

Il y a moins ou plus du tout de jobs mais toujours du travail à accomplir : qui crée des emplois, au bénéfice de qui dans ce nouveau système ?

Autour de ces communs, s'est créée une économie entrepreneuriale. Il y a la possibilité de créer un flux économique, mais il faut distinguer l'abondance de la rareté. On ne peut pas vendre Linux, cela n'a aucun sens, puisqu'on le trouve gratuitement sur internet. On peut de plus en plus difficilement vendre de la musique et des journaux. Mais ce qui est possible, c'est de vendre son travail : par exemple, je code, il y a besoin d'un développement Linux quelque part, vous me payez, je vous le fais. Vous avez besoin de garantie, je vous fais une assurance. Pareil pour la maintenance, le *consulting*... Donc, c'est un renversement. Avant, la compétition primait et à l'intérieur, il y avait de la coopération. Aujourd'hui, on coopère dans le commun d'abord, et puis il y a une compétition autour du commun : "je suis un meilleur codeur que vous...", il y a un renversement des valeurs. Le capitalisme existe toujours en périphérie des communs. On se trouve en présence d'intérêts matériels contradictoires. Les communs constituent une forme de communisme cybernétique, qui peut à la fois plaire au capitalisme et aux anticapitalistes.

La question est donc : peut-on rendre la nouvelle économie des communs autonome de la logique du profit ? Est-ce qu'on peut faire une convergence de l'économie sociale, solidaire, écologique avec les systèmes de production ouvert qui créent du commun ? La difficulté, c'est qu'on est en retard : le capital est beaucoup plus pragmatique et rapide que le monde alternatif – parce que pour eux, la seule question qui compte c'est : est-ce que ça rapporte ? Un sixième du PIB américain aujourd'hui, repose sur du

partage de savoir. Par exemple : les applications de géolocalisation, tout ce qui utilise le système Android (*en open source* – *ndlr*). Mais c'est une économie du profit. Ces services opèrent dans l'économie marchande.

L'économie du pair à pair doit devenir un fait social



Michel Bauwens à Beaubourg avec Bernard Stiegler, 16 septembre 2014 (JL).

Comment rendre la nouvelle économie des communs autonome de la logique du profit, selon vous ?

À la Fondation peer-to-peer, nous défendons l'idée de l'assemblée des communs, c'est-à-dire de rassembler tous les mouvements citoyens d'une ville ou d'un territoire et de créer une charte sociale pour créer un fait social. Un peu comme au Moyen Âge, lorsque les gens commençaient à aller vers les villes, les fortifiaient pour se protéger du seigneur et signaient des chartes des villes libres. Kropotkine en parle dans le chapitre V de son livre sur les mutuelles (*L'entraide, un facteur de l'évolution* – *ndlr*). La *Magna carta* (*obtenue par les barons anglais contre le roi Jean sans Terre au XIII^e siècle* – *ndlr*) est un autre exemple de cette pratique. C'est un constitutionnalisme des communs. C'est nous, les *commoners* (*ceux qui font les communs* – *ndlr*), qui créons une réalité civique, et nous demandons à l'État de nous reconnaître. La chambre des communs, c'est l'équivalent entrepreneurial. Il ne faut pas mélanger le citoyen et l'entreprise. Pour les entreprises de l'économie sociale et solidaire, nous proposons de produire une charte sociale de l'entrepreneuriat civique. L'idée m'est venue lors d'un « *Commons fest* » en Crète, il y a deux ans. Il y avait des gens du hardware, des logiciels libres, des musiciens *creative*

commons, etc., mais ils ne se connaissaient pas du tout : l'année suivante, ils ont inventé une charte des communs.

On doit vraiment créer une nouvelle conscience sociale et politique en rapport avec cette pratique des communs. Car dans la situation actuelle de problèmes économiques, sociaux, climatiques et technologiques, il existe bien des pionniers qui travaillent à des solutions – les villes en transition par exemple. Mais quand vient la crise, tout d'un coup, c'est 15, 20% de la population qui se trouve sans solution et qui se demande quoi faire. Si les solutions sont déjà prêtes, c'est beaucoup plus facile de les généraliser. En Catalogne, plein d'expérimentations d'alternatives ont démarré en 2008 : avec la crise, ce n'était plus de l'idéalisme, c'était devenu du besoin. C'est le contraire du livre *La Théorie du choc* de Naomi Klein, qui décrit les néolibéraux concoctant toute leurs solutions dans leurs think tanks et qui profitent que les gens soient sous le choc pour imposer leurs politiques. Je plaide pour une « *rapid intervention team* » des gens des communs, à la place des jésuites de Mc Kinsey : voilà ce qu'on va faire pour la monnaie, l'alimentation, l'industrie... On ne peut pas attendre que la crise éclate pour être prêt. Il faut beaucoup expérimenter parce que beaucoup de choses ne marchent pas. Ce n'est pas parce que c'est pair à pair que ça marche. Il faut une validation communautaire. Dans le wiki de la fondation peer-to-peer, il y a 20000 articles : ce sont des projets, des documentaires... mais uniquement sur des expériences existantes.

Le modèle de l'économie des communs peut-il remplacer celui de la croissance ?

La production entre pairs, qui produit des communs, est une forme de germe qui montre comment une nouvelle société peut fonctionner. C'est la grande différence avec le socialisme, théorie qui dit : on va prendre le pouvoir soit par la voie parlementaire, soit de façon plus radicale, et ensuite, on instaurera le socialisme. Sans qu'il existe au préalable de mode de production socialiste. Il n'y existait pas un autre modèle où l'on pouvait voir comment la valeur

fonctionnait... Alors qu'aujourd'hui, on voit naître dans l'ancien les germes d'un nouveau prototype qui fonctionne déjà, à un niveau micro-économique.

Pourquoi pensez-vous que le modèle du salariat est condamné ?

Je ne pense pas que l'on puisse revenir à une société 100% salariat, car cela reviendrait à repousser toutes les innovations. Une société comme cela ne pourrait pas vivre longtemps. Si elle dit qu'elle va tout bloquer, un autre territoire va accueillir ces innovations. Il suffit d'aller à San Francisco ou à Portland pour voir qu'un tiers des cafés sont des coopératives, il y a des boulangeries, des épiceries alternatives. À Bologne, la majorité de l'économie est coopérative et composée de petites entreprises. La mairie de Barcelone s'est engagée à rendre la ville autosuffisante d'ici 40 ans (le *Barcelona Pledge*).

Est-ce une alternative au capitalisme ?

C'est les deux. Il faut regarder les transitions du passé : de l'Empire romain au féodalisme, du féodalisme au capitalisme. D'abord, il y a une crise de l'ancien système. À Rome, à un moment, les coûts de l'expansion de l'Empire ont dépassé les bénéfices de l'expansion. Une stagnation s'est installée. Les empereurs se sont mis à libérer les esclaves. Se produit alors un exode de l'ancien système vers de nouvelles pratiques qui offrent des solutions : l'esclave devient serf, puis avec les enclôtures (*enclosures en anglais*), il quitte la ruralité et devient protoprolétaire, puis prolétaire : c'est la naissance du monde du travail.

Aujourd'hui, les gens sont en train de quitter le monde du travail : ils deviennent *freelancers*, c'est un nouvel artisanat. C'est encore l'exemple de Linux : ceux qui le développent sont propriétaires de leurs moyens de production, ils ne sont plus dans la même position sociale qu'un ouvrier. C'est aussi l'exemple des *fablabs*. C'est un profond changement social, qui tient à la fois de l'exode négatif : il n'y a plus de travail. Mais c'est aussi une exode positif : aujourd'hui, les jeunes veulent une vie qui a du sens, un travail autour duquel créer de nouvelles communautés. Ils peuvent être plus précaires, mais plus heureux.

On est entré dans l'ère des TAPAS : « There are plenty of alternatives »



Quatrième anniversaire de la Coopérative intégrale de Catalogne (CIC).

N'est-ce pas une vision élitiste concentrée sur les privilégiés qui peuvent bâtir une activité autour de leur passion? Dans cette société de communs, quelle est la place des dominés, ceux qui sont dans la survie et peinent à nourrir leurs proches?

L'hégémonie du libéralisme a été cassée par le numérique. Là, je suis heureux, libre, je peux contribuer sans demander l'autorisation de personne. Ces modèles, nés dans le numérique, sont en train de se diffuser à l'économie matérielle. Un agriculteur, soumis à un système de plus en plus industriel, qui ne produit pas ce qu'il voudrait et utilise des produits toxiques, peut se dire : j'ai envie de créer une communauté avec des consommateurs, pourquoi pas une Amap, et avoir une vie beaucoup plus heureuse.

Oui, mais ceux qui ne savent pas coder, écrire des livres, écrire des polices d'assurance, cultiver un champ? Ceux qui n'ont pas forcément de passion ?

Personne ne sait rien faire et est inutile à la communauté, ça n'existe pas. Mais je ne dis pas que ce sera une transition douce, je n'en sais rien, probablement pas. Quand on voit le passé, la fin de l'Empire romain et du féodalisme, ce ne furent pas des transitions douces. On ne choisit pas le monde dans lequel on vit. On ne choisit pas la résistance aux nouveaux modèles. Mais ce qui est bien, c'est ce retournement positif. La gauche est dans la défensive, la nostalgie, dans les demandes agressives tandis que le monde numérique, pair à pair, est dans la construction du nouveau. On est optimiste, parce qu'on fabrique des communs, on les voit, on en parle avec ses copains, on les aime. On crée du tissu social. Même si on voit que la société ne fonctionne pas bien,

par rapport à notre vie en général, on est optimiste. On est dans une période de renaissance. Il y a une explosion d'innovations. C'est du jamais vu à mon avis. J'ai 56 ans, on se croirait dans les années 60. On est de retour dans ce bouillonnement. Sauf que nous, ma génération, on n'était pas prêt. On était aspirationnel, on se battait contre les hiérarchies. On n'avait pas les outils psychologiques. Aujourd'hui, les jeunes savent collaborer.

La justice sociale, comment peut-elle exister dans le monde des communs : quels mécanismes de redistribution peut-on imaginer dans cet univers très décentralisé, collaboratif mais aussi individualiste ?

La première chose, c'est de politiser les consciences. Que les gens engagés dans ce renouveau commencent à réfléchir sur leurs conditions sociales. C'est l'ambition du FLOK: alimenter un imaginaire de solutions. Je compare ça au mouvement ouvrier du XIX^e siècle : on est en train d'inventer du *commonfare*. Ce n'est plus du *welfare*, qui vient d'en haut, ce sont des mécanismes de solidarité, financés par le public mais fabriqué par les acteurs. Comme le revenu de base ou un revenu de transition, qui permet de soutenir les gens qui créent des solutions pour la planète. Bernard Stiegler, lui, propose des « *revenus de contribution* ». Il faut que les politiciens et les nouvelles forces politiques en train de naître comme Nouvelle donne, Podemos, Siriza, le parti alternatif au Danemark, les partis pirates, le parti Plateforme, ces nouveaux partis qui sortent de ce chaudron, commencent à changer l'imaginaire politique. On n'est qu'au début de ça, à l'autoconstruction des communautés. Il faut du temps. Et en même temps, ça va vite : internet est un accélérateur. On se parle tous les jours, on est sur Skype, il y a un apprentissage social qui n'est plus comme au XVI^e siècle. Dans les années 80, Thatcher disait TINA : « *There is no alternative.* » Nous sommes aujourd'hui dans l'ère des TAPAS : « *There are plenty of alternatives.* »



Le symbole de la monnaie "Faircoin"

En quoi consiste la Faircoop, la coopérative que vous lancez en collaboration avec Enric Duran, l'activiste catalan qui a emprunté à des banques des sommes jamais remboursées ?

Enric Duran, surnommé le Robin des Bois espagnol, fugitif aujourd'hui, est un anarcho-coopérativiste, courant héritier des grands mouvements anarchistes populaires dans les années 30 en Espagne. Il a créé la **coopérative intégrale de Catalogne (CIC)**, en dehors du système : elle fournit nourriture, maison et revenus aux membres de la coopérative, qui ne paient plus d'impôts mais versent de l'argent à la coopérative qui le réinvestit pour répondre aux besoins des gens. Par exemple, en rachetant les logements de personnes menacées d'expulsions, pour leur permettre d'y rester, en échange d'un loyer bien moindre. C'est bon pour tout le monde. Ils ont deux centres assez connus : Calafou, « *une communauté post industrielle et post capitaliste* », et « *Oreo social* », qui offre un environnement de travail à bas coût pour les *freelancers* à Barcelone.

Avec eux, la fondation peer to peer a travaillé au lancement d'une coopérative à partir d'une monnaie alternative qui existe déjà mais qui n'a pas réussi : **Faircoin**. Elle est égalitaire, moins énergivore que Bitcoin, dont l'un des mauvais côtés est que c'est une rente – le montant croît moins rapidement que

la demande, c'est conçu de manière libérale. Le Faircoin sert aujourd'hui à financer des coopératives d'économie solidaire dans le sud. La Faircoop va faire du *crowd funding* avec une plateforme qui s'appelle *coopfunding.net*. Tous les coopérateurs paient 5% de leurs revenus à la coopérative dont une partie servira aussi à acheter des Faircoins. Cela fera monter la valeur de la monnaie.

[[lire_aussi]]

L'idée est que cette monnaie serve de capital, et qu'elle permette de développer un système de crédit équitable, un crédit mutuel : comme les SEL (« *systèmes d'échanges libres* »), mais au niveau mondial. C'est ça qui est intéressant : les autres monnaies servent souvent à des communautés entre elles. Là, c'est un système d'échanges en soi. Faircoop est une plateforme de coopération. C'est une coopérative ouverte, structurellement liée au bien commun, donc pas pour le profit, qui doit être réinvesti dans des projets sociaux. On se pense comme une *filia*, terme qui vient du grec et d'un livre de Neal Stephenson, *The Diamond age*, qui est un peu la bible du mouvement peer to peer : les *filia* sont des écosystèmes entrepreneuriaux qui soutiennent des communautés et des communs. C'est un peu la vision des guildes médiévales à Florence et à Venise, ou les fraternités soufies au Sénégal qui vendent des sacs et les accessoires à Paris, ou encore les joueurs de flûte de pan *new age* équatoriens qui jouent dans le métro... et représentent un tiers du PNB de la vallée de Tovalo. Nous voulons créer des *filias* éthiques qui s'assemblent autour d'un travail sur un commun, c'est un système économique global qui vise à soutenir une communauté d'intérêts. Le but n'est pas un profit maximal, le but est de soutenir des communautés, de nous permettre à continuer de faire du commun, car ce n'est pas si facile d'en vivre aujourd'hui.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.